

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermeture de la Fonderie De Bretagne : un désastre industriel et humain

Quatre années de mobilisation des salariés, des syndicats et des collectivités n'auront pas réussi à éviter **la fermeture annoncée de la Fonderie de Bretagne**, implantée à Caudan depuis 1965. **Ce sont 330 emplois directs et entre 700 et 900 emplois indirects** qui sont frappés par cette décision à quelques jours des fêtes, plongeant la région dans une crise économique et sociale majeure.

Le refus du groupe Renault, actionnaire partiellement public, de garantir un volume de commandes suffisant pour maintenir l'activité du site, est au cœur de cette tragédie. Malgré le soutien financier de l'État et de la région Bretagne, Renault Group a opté pour une **délocalisation de ses productions**, justifiée par l'évolution des besoins dans l'industrie automobile. Le groupe avance que les véhicules électriques nécessitent moins de pièces en fonte que leurs homologues thermiques, accélérant ainsi la désindustrialisation locale.

Une politique industrielle à refonder.

Cette décision illustre les failles d'une stratégie industrielle nationale inadaptée aux mutations économiques. **La transition écologique ne peut se faire au détriment de nos territoires.** Il est urgent d'agir pour :

- 1. Encadrer les délocalisations :** imposer des conditions plus strictes aux grandes entreprises bénéficiant de subventions publiques afin de préserver les emplois en France ;
- 2. Investir dans la reconversion industrielle :** développer des pôles de production centrés sur des technologies émergentes (recyclage des métaux, production de batteries ...) pour éviter l'abandon de sites industriels stratégiques ;
- 3. Repenser les règles du marché européen de l'énergie :** alléger les charges pesant sur les industries nationales et lutter contre la concurrence déloyale.

Des responsabilités partagées.

Les récents échecs des négociations avec Renault soulignent également **une gestion publique peu réactive.** Les représentants syndicaux ont dénoncé un dialogue insuffisant avec le ministère de l'Industrie, retardant des décisions cruciales. L'État doit renforcer son rôle d'arbitre dans ces dossiers, en anticipant les crises et en soutenant activement les alternatives locales.

Une solidarité essentielle.

Le Rassemblement National du Morbihan exprime son total soutien aux salariés de la Fonderie de Bretagne et à leurs familles, profondément affectés par cette décision brutale. Face à cette situation, il est impératif de :

- **Créer un fonds de soutien régional** pour accompagner les salariés dans leur reconversion professionnelle ;
- **Promouvoir une diversification économique locale** en attirant des industries innovantes et durables dans la région ;

Il n'y a pas de fatalité. Ce drame économique doit inciter à bâtir une stratégie industrielle française ambitieuse, alliant transition écologique et protection des emplois.

Nathalie GUIHOT-VIEIRA

Responsable Départementale du Morbihan

Responsable de la 6ème circonscription du Morbihan

